

## I. Les XVIIIe assises de l'Afigèse en images



© D.R

Par J. Paquier

Publié le 01/10/2013

dans : [A la Une finances](#), [Actu experts finances](#)



[Imprimer la page](#)



[Envoyer à un ami](#)



[Permalien](#)



[Commenter cet article](#)

**L'innovation et la démocratie locale ont dominé les débats et les échanges entre les quelques 400 participants aux XVIIIe assises de l'Afigèse, qui se sont tenues à Reims les 26 et 27 septembre, pour la première fois sous la présidence de Laurent Mazière.**

Prenant toute la mesure de l'accroissement de la contrainte financière, les directeurs financiers, contrôleurs de gestion et évaluateurs de politiques publiques ont planché pendant ces deux jours sur « les réformes et les réorganisations au secours du service public local ».

Dès l'ouverture des assises, qui ont réuni plus de 400 congressistes, – nouveau record pour cette association décidément prisée – Thomas Rougier, directeur des études à la Banque postale, a planté le décor en affirmant que « la gestion des services publics est au cœur de la problématique soulevée par la contrainte des ressources ».

Dès lors, les 5 ateliers se sont transformés en laboratoire d'idées pour explorer de nouvelles pistes de gestion pratiquées dans certains territoires en vue de s'adapter au contexte financier.

Outre l'optimisation des ressources via les pactes financiers et fiscaux et la mutualisation des services, les spécialistes de la gestion des finances locales ont planché sur les moyens pour assurer la performance du contrôle de gestion, la pertinence de l'évaluation des politiques publiques ou encore le management en période de crise.

**Transparence à tous les niveaux.** Parmi les nombreuses innovations évoquées, citons la création par le conseil général du Finistère d'un [outil d'évaluation des DMTO](#) ou encore la mise en place par le département de la Gironde de critères d'éco-conduite pour l'attribution des subventions.

Si l'importance de la coopération territoriale ne fait aucun doute auprès des adhérents de

l'Afigèse, ils ont toutefois souligné la difficulté de faire adhérer les élus à un projet global. Aussi la transparence à tous les niveaux (financier, dans les processus décisionnels, dans la réflexion) se présente comme le préalable à tout changement efficient.

Mais dans les couloirs, les préoccupations des gestionnaires territoriaux dépassaient largement le programme de ces assises pour aborder notamment la sortie des emprunts toxiques avant les prochaines élections municipales ou le manque d'effectifs dans les trésoreries générales qui allongent sensiblement les délais de paiement des fournisseurs.

**Sortir de l'infantilisme.** Quant aux sujets d'actualité, ils ont été évoqués lors d'un nouveau rendez-vous des assises sous la forme de forum des groupes de travail.

L'occasion par exemple de faire un tour d'horizon avec des banquiers des conditions d'accès à l'emprunt ou encore de découvrir le fonctionnement de l'Agence France locale, l'agence de financement des collectivités locales qui verra le jour le 22 octobre.

Charles de Courson, député de la Marne, a profité de la table ronde de clôture, pour marteler que, quelle que soit la réforme territoriale envisagée, « la seule question qui vaille est celle de la démocratie locale ». Et de militer en faveur d'un retour à l'autonomie fiscale des collectivités pour sortir de l'infantilisme. « Il faut avoir une fiscalité locale qui pèse sur les ménages, car l'électeur permet de retrouver de la régulation locale. »

Le DGCL, Serge Morvan, a décrit lors de la même table ronde la philosophie des lois de décentralisation dont la première arrive aujourd'hui en seconde lecture au Sénat, insistant notamment sur l'articulation des futurs métropoles et des régions au service du développement économique des territoires.